



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Maîtrise de l'espace ou maîtrise des paysans ? Les contradictions du périmètre d'irrigation Muda en Malaysia

R. de Koninck

Résumé

Depuis les vingt ans qu'il existe, le périmètre d'irrigation Muda a été le lieu de transformations technologiques et sociales tout à fait considérables. Cependant, malgré la mise en place d'une infrastructure hydraulique sophistiquée, la participation des paysans à la gestion de l'eau demeure marginale. Ceci met en péril l'avenir tant du projet que du compromis territorial entre l'Etat malaysien et la paysannerie malaise.

Abstract

Operational since 1970, the Muda irrigation scheme and its population have been the object of considerable technological and social transformations. However, even if a sophisticated hydraulic infrastructure has been established, peasant participation to water control has remained marginal. This tends to jeopardize not only the future of the scheme itself but also that of the territorial compromise between the Malaysian State and the Malay peasantry.

Citer ce document / Cite this document :

de Koninck R. Maîtrise de l'espace ou maîtrise des paysans ? Les contradictions du périmètre d'irrigation Muda en Malaysia. In: Économie rurale. N°202-203, 1991. Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ? pp. 48-52;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1991.4187>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4187

Fichier pdf généré le 08/05/2018

MAÎTRISE DE L'ESPACE OU MAÎTRISE DES PAYSANS ?

Les contradictions du périmètre d'irrigation Muda en Malaysia

Rodolphe de KONINCK*

Résumé :

Depuis les vingt ans qu'il existe, le périmètre d'irrigation Muda a été le lieu de transformations technologiques et sociales tout à fait considérables. Cependant, malgré la mise en place d'une infrastructure hydraulique sophistiquée, la participation des paysans à la gestion de l'eau demeure marginale. Ceci met en péril l'avenir tant du projet que du compromis territorial entre l'Etat malaysien et la paysannerie malaise.

TERRITORIAL CONTROL OR CONTROL OVER THE PEASANTRY : THE CONTRADICTIONS OF THE MUDA IRRIGATION SCHEME IN MALAYSIA

Summary :

Operational since 1970, the Muda irrigation scheme and its population have been the object of considerable technological and social transformations. However, even if a sophisticated hydraulic infrastructure has been established, peasant participation to water control has remained marginal. This tends to jeopardize not only the future of the scheme itself but also that of the territorial compromise between the Malaysian State and the Malay peasantry.

LA PLAINE DU KEDAH ET L'ORDRE HYDRAULIQUE (1)

Le périmètre d'irrigation Muda est situé dans la plaine du Kedah, sur le versant nord-ouest de la péninsule malaise, dans une région du pays qui comptait parmi les plus pauvres au moment de l'indépendance (1957). Le nouveau gouvernement résolut dès lors de favoriser l'intensification de la production rizicole dans cette plaine à la fois pour accroître sa contribution à la production nationale et pour résoudre le problème de la pauvreté parmi la paysannerie malaise, principal soutien du pouvoir en place.

Desservant 95 000 hectares de rizières, le périmètre Muda fut planifié de 1961 à 1964 par des consultants au service du gouvernement de la Malaysia (2). L'application de leurs recommandations fut rendue possible en 1966

grâce à l'appui de la Banque Mondiale. La phase de la construction, comprenant la réhabilitation d'anciennes infrastructures (De Koninck, 1988), dura jusqu'en 1970.

Le réseau des canaux divise le territoire en 110 blocs d'irrigation, chacun couvrant en moyenne 900 hectares. Des routes ont été aménagées en bordure de tous les canaux primaires et secondaires. Ainsi, quand le projet fut inauguré en 1970, la plaine était prise dans les mailles d'un immense réseau de canaux et de routes desservant quelque 60 000 familles de riziculteurs (3). A cette date, l'administration du périmètre fut confiée à une agence d'Etat, la Muda Agricultural Development Authority (MADA).

Les premiers résultats obtenus furent impressionnants. Avant 1970, la double récolte annuelle n'était pratiquée que sur moins de 5 % de l'aire cultivée. Dès 1974, elle

* Département de Géographie, Université Laval, Québec.

1. Ce texte est une version modifiée et considérablement raccourcie d'une communication présentée en novembre 1989 à l'University of British Columbia de Vancouver dans le cadre d'un colloque conjoint du Conseil canadien des études sur l'Asie du Sud-Est et du Northwest Consortium for Southeast Asian Studies. Cette communication s'intitulait : « The Muda Irrigation Scheme in Malaysia : can the hydraulic order be enforced ? » Des remerciements sont dus aux institutions suivantes : le Conseil des recherches en sciences humaines du Canada (subvention de recherches n° 410-86-0153), le Centre for Policy Research de l'University Sains Malaysia à Penang, la Muda Agricultural Development Authority à Ampang Jajar, Kedah ; et aux personnes suivantes : Rosli

Mh Ahir, Muhammad Ikmal, David Gibbons, S. Jegatheesan, Louise Marcotte, Andrée Lavoie, Claire G. Daigle et Michel Bruneau.

2. La question de la superficie exacte du périmètre et surtout des rizières effectivement approvisionnées en eau par le réseau hydraulique est débattue dans un rapport de la FAO (1975) tout comme dans les travaux de Jegatheesan (1977), Ho (1980) Gibbons et al. (1981), Bell et al. (1982), Wong (1987) et Wong et Jegatheesan (1989).

3. L'évaluation du nombre des familles - ou plus exactement des maisonnées - pratiquant effectivement la riziculture à l'intérieur du périmètre est également débattue par les auteurs cités dans la note 2.

l'était sur plus de 90 % (Ho, 1980, p. 1). Ceci entraîna des hausses de production spectaculaires. La production de paddy qui s'élevait à 268 000 tonnes en 1964 avait plus que doublé en 1974, atteignant 678 000 (*ibid*, p. 2). Bien qu'ayant ralenti par la suite, la croissance continua au point que la production du périmètre s'élevait à 750 000 tonnes en 1981, soit 50 % du total national (Ministry of Finance, 1982, p. 103). En d'autres mots, l'un des deux objectifs fondamentaux du projet Muda fut atteint : le périmètre était devenu un grenier à riz modèle, une réussite de la révolution verte.

Mais cette intensification ne se réalisa pas sans un véritable bouleversement dans les méthodes et rapports de production. On pourrait même parler d'une accélération de la compétition, de la lutte entre le capital et le travail. Cette lutte traversa une série de grandes étapes dont le nombre pourrait être ramené à cinq. La *première* : vers le milieu des années soixante-dix, avec la généralisation de la pratique de la double récolte, la demande en main-d'œuvre s'accrut considérablement et les gages versés pour le repiquage et la moisson en firent autant. La *deuxième* : en guise de « réponse », de gigantesques moissonneuses-batteuses furent introduites dans la région vers la fin des années soixante-dix, dégonflant littéralement les salaires des travailleurs agricoles. L'apparition de ces machines, propriété de quelques agriculteurs mieux nantis mais aussi et surtout de contracteurs établis dans les bourgs et villes, allait exercer une influence considérable sur les techniques de production et les anciennes pratiques communautaires. Même l'infrastructure, comprenant les routes et les digues empruntées par ces mêmes routes, dut être adaptée pour permettre le passage de ces lourdes et coûteuses moissonneuses (100 000 \$ U.S. l'unité) dont le nombre circulant à l'intérieur du périmètre avait atteint 450 en juillet 1987. Dès lors, plus de 90 % du paddy cultivé dans le périmètre Muda était récolté mécaniquement. La *troisième* : l'utilisation de ces moissonneuses provoqua une réplique. Celle-ci provenait surtout de groupes de femmes traditionnellement responsables du repiquage et exigeant désormais une compensation pour la perte d'emploi encourue tant par elles-mêmes pour la moisson proprement dite que par les hommes qui autrefois assuraient le battage des tiges de paddy (De Koninck, 1981, p. 32 ; Scott, 1985, p. 160 sq ; Wong, 1987, p. 124). Bien sûr, le recours aux moissonneuses-batteuses suscita une nouvelle demande d'emploi ou plutôt accentua la pression sur les délais d'ensachage et de transport du paddy vers les rizeries. Mais, malgré les vœux pieux de certains, tel Mustapha (1985), la hausse des salaires pour ces tâches ne put compenser la disparition des salaires autrefois versés à celles et à ceux qui assuraient la moisson et le battage. La *quatrième* : les repiqueurs maintenant leurs demandes pour des hausses compensatoires, le semis à la volée ou l'ensemencement en plein champ commença à être pratiqué, suite à des recherches concluantes, en partie réalisées par les services de la MADA. On découvrit que les rendements pouvant être obtenus grâce à cette méthode nettement moins intensive que le repiquage n'étaient pas considérablement compromis ; et sur-

tout cette pratique permettait d'assurer un ensemencement rapide des champs devant être parcourus tout aussi rapidement par les moissonneuses-batteuses quatre mois plus tard. Là encore, la transition fut soudaine. A la fin de 1986, au début de la saison principale, 60 % des rizières de Muda furent soumises au semis à la volée. A l'occasion de la saison suivante, en 1987, la proportion atteignait 94 % selon les estimations des ingénieurs de la MADA (4). La *cinquième* et plus récente étape dans cette intensification des méthodes et des tensions entre les divers protagonistes concerne l'enlèvement et le transport de la récolte. Le transport des sacs de paddy assuré par de jeunes ruraux utilisant des motocyclettes doit maintenant faire face à une nouvelle compétition. En effet les moissonneuses-batteuses ont commencé à déposer le paddy récolté directement dans les camions qui se dirigent alors vers les rizeries. A l'occasion de la saison secondaire de 1989, 25 % de la récolte furent acheminés de cette façon.

Il y a bien sûr des ajustements dans la compétition entre le travail et le capital. Ainsi les moissonneuses-batteuses circulant dans le périmètre fréquentent aussi des régions rizicoles situées à l'extérieur, alors qu'elles suivent en quelque sorte la vague de la récolte saisonnière dans les états de Perlis, Kedah et Penang (Province Wellesley). Le nombre de celles qui demeuraient basées à l'intérieur du périmètre Muda s'élevait à environ 350 en août 1989. La location des services de ces machines se réalise par l'intermédiaire d'agents locaux qui résident généralement dans les villages. Ces « agents », généralement de jeunes ruraux qui sont appelés à se déplacer constamment, précédant puis accompagnant les moissonneuses, constituent une nouvelle catégorie d'entrepreneurs.

Mais au total, la tendance apparaît irréversible : le capital disqualifie le travail dans un contexte où la riziculture, tout en demeurant paysanne, nécessite des investissements de plus en plus importants. Cette transformation de la riziculture a été largement facilitée voire encouragée par les politiques de l'Etat. Celles-ci touchent plus particulièrement à trois domaines d'intervention : la recherche, les services d'information et les dépenses de soutien. La *recherche* permet les adaptations technologiques nécessaires à la généralisation de la mécanisation et de l'ensemencement direct. Les *services d'information* assurent la dissémination des nouvelles techniques auprès des paysans : en fait, ici les démarches des représentants de la MADA sont minimales, les paysans apprenant très vite les nouvelles méthodes.

Quant aux fonds de soutien, sans eux le capital d'origine extérieure n'aurait jamais pénétré la scène rizicole (5). Ils consistent *en premier lieu* dans un forfait versé aux producteurs pour la vente de leur riz, au-delà du prix du marché ; *en second lieu* dans un financement total de l'achat des engrais industriels dont l'utilisation, par ailleurs massive, devient gratuite pour les producteurs. Un analyste a récemment calculé que les subsides correspondent à environ 38 % de la valeur totale de la production rizicole du périmètre Muda (Muhammad, 1988, p. 71). De plus, il a clairement montré que plus les unités d'exploitation sont

4. Bien entendu, ni la mécanisation de la récolte ni la pratique du semis à la volée ne sont susceptibles de couvrir la totalité des rizières pendant chaque saison. Des problèmes de drainage font que quelquefois les lourdes moissonneuses ne peuvent descendre dans la rizière. Les mêmes problèmes peuvent aussi compromettre la pratique du semis à la volée : cette technique produit d'ailleurs une récolte plus vulnérable aux mauvaises herbes et nécessitant un recours plus fréquent aux herbicides.

5. L'origine de ces « investissements » est particulièrement complexe. La machinerie agricole provient du Japon, de la RFA, de l'Australie, du Brésil ; les pesticides et insecticides de Singapour ; les engrais sont produits localement. Quant au financement du projet, il est assuré d'abord par l'Etat malaysien, ensuite par la Banque Mondiale.

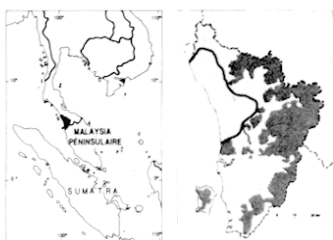
étendues, plus les subsides sont importants. Ainsi les exploitations de plus de 3.5 hectares comptent pour 10 % de l'ensemble et reçoivent 31 % des subsides (*ibid*, p. 74). Cela apparaît conforme à un processus largement répandu parmi les agricultures modernes, notamment en Europe occidentale, comme l'a clairement montré Servolin tout récemment (1989, p. 108).

A l'intérieur du périmètre Muda, tout semble favoriser la concentration des opérations (Muhammad, 1989), ce qui comprend la généralisation des hauts rendements autrefois confinés aux parcelles des petits producteurs. Contrairement à ce qui a été désigné par Bray comme étant un système agricole fondé sur le travail minutieux (1986, p. 115) (6), à l'abri des économies d'échelle, la riziculture paysanne apparaît ici largement soumise à de telles économies. Ce que Wong et Jegatheesan ont récem-

ment qualifié « d'allocations disproportionnées » est tout à fait logique dans le contexte (1989, p. 17).

Que cela soit souhaitable ou pas n'est pas l'enjeu discuté ici. La question cruciale consiste à savoir si l'autre objectif majeur officiellement poursuivi, en l'occurrence la réduction de la pauvreté paysanne, a en réalité été atteint (le premier étant l'accroissement de la production). Ici l'avis des divers analystes n'est pas uniforme. Alors que la plupart conviennent que le niveau de consommation moyen a considérablement progressé à travers la région (cf. par exemple Bell *et al*, 1982), la répartition des bénéfices est loin d'avoir touché la totalité des familles paysannes. Le produit total s'est accru mais également les coûts de production. Selon l'étude la plus généralement acceptée, près de la moitié des familles de riziculteurs œuvrant à l'intérieur du projet Muda vivaient encore sous le seuil de la pauvreté en 1982 (Gibbons, 1984, p. ii).

L'IMPOSITION DE L'ORDRE HYDRAULIQUE DANS LA PLAINE DU KEDAH



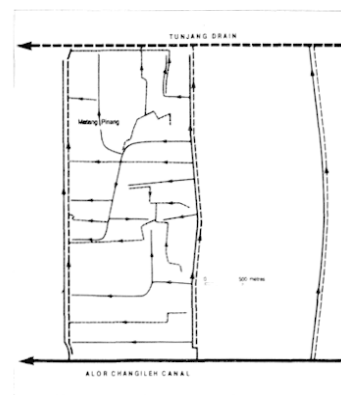
La plaine du Kedah, située dans le nord-ouest de la Malaisie péninsulaire est de loin la plus importante parmi les plaines très basses et très plates qui s'étalent entre les axes de relief (>100 mètres). Elle se caractérise par la monoculture paysanne du riz irrigué et des densités de population parmi les plus fortes de la péninsule. Mais, jusqu'à la fin des années soixante, la productivité du sol demeurait faible, le réseau hydraulique étant inadéquat à assurer la pratique de la double récolte annuelle du riz. Pourtant reconnue comme le principal grenier à riz du pays, la plaine du Kedah n'en était pas moins l'une des régions les plus pauvres...où par surcroît les Malais étaient largement majoritaires. Survint alors l'aménagement du périmètre MUDA



LE PÉRIMÈTRE MUDA: L'IMPOSITION DE L'ORDRE HYDRAULIQUE: PREMIER ESSAI
Des 1970, la plaine était prise dans les mailles d'un immense réseau de canaux et de routes desservant quelque 60 000 familles de riziculteurs rassemblées au sein de 108 blocs d'irrigation.



LE PROJET MUDA II: L'IMPOSITION DE L'ORDRE HYDRAULIQUE: DEUXIÈME ESSAI
Devant l'absence totale de coordination et de coopération parmi les paysans pour l'utilisation de l'eau, l'agence MADA résolut d'améliorer la distribution de l'eau vers les parcelles individuelles. En 1979, elle lança le projet MUDA II dont la première phase (1979-1984) allait couvrir 38 blocs.



Pour la mise en place d'une infrastructure d'irrigation et de drainage
de niveau primaire, secondaire et tertiaire (38 blocs) Ainsi après avoir identifié des groupes d'usagers et mis en place des canaux tertiaires dans ce second ensemble de blocs, l'agence MUDA comptait que les paysans allaient se conformer aux calendriers proposés pour les travaux des champs. Devant le refus des paysans d'assurer la gestion des réseaux tertiaires et leur refus de se plier aux calendriers proposés, il fut résolu de ne pas étendre le projet MUDA II aux 70 autres blocs d'irrigation.

L'ACCENTUATION DE L'ORDRE HYDRAULIQUE

Dès cette époque, les autorités de la MADA étaient tout à fait conscientes d'un certain nombre de déficiences techniques dans le système de distribution de l'eau. Etant donné l'absence d'un réseau de canalisations de niveau tertiaire, de nombreuses parcelles étaient inadéquatement approvisionnées en eau, tout particulièrement pendant la saison « sèche » alors que d'autres demeuraient mal drainées. Ce dernier problème compromettait d'ailleurs la libre circulation des tracteurs et moissonneuses-batteuses dont l'utilisation était devenue une composante essentielle de l'intensification.

La responsabilité de la persistance de la pauvreté parmi près de la moitié des familles paysannes n'était pas nécessairement imputable aux seules défaillances du réseau de distribution et de contrôle de l'eau. Mais une chose apparaissait avec évidence : un nombre croissant d'exploitants ne suivaient pas les directives de la MADA quant au calendrier à suivre pour les semences et la récolte. Le désordre

dans les champs pouvait être attribué essentiellement à deux causes : *premièrement*, en particulier durant la saison sèche, une carence réelle en eau attribuable à l'insuffisance des réserves dans les lacs de retenue tout comme un gaspillage de l'eau dans la plaine même ; *deuxièmement*, une absence totale de coordination et de coopération parmi les exploitants pour l'utilisation de l'eau. Signalements, sans qu'il soit possible d'approfondir la question ici, qu'une telle situation est à bien des égards exceptionnelle en Asie du Sud-Est. Exceptionnelle, dans la mesure où la pratique de la riziculture irriguée s'y appuie généralement sur un système d'entraide qui comprend une gestion collective des ressources en eau. Parmi les exemples les mieux connus, on peut citer le cas des communautés paysannes à Java et Bali, en Thaïlande, Birmanie, Vietnam, etc. Mais elle n'est pas totalement exceptionnelle dans la mesure où la paysannerie malaise est aussi représentative de bien des communautés d'agriculteurs du sud-est asiatique qui n'ont été sédentarisées que relativement

6. Le terme employé par Bray est « skill oriented » (1986, p. 15).

récemment. Ce faisant, elles ont conservé certaines pratiques d'entraide existant avant leur sédentarisation - ainsi parmi les Malais pour bien des travaux agricoles - mais n'incluant pas cependant la gestion collective de l'eau d'irrigation.

Quoi qu'il en soit, étant donné son mandat, la direction de la MADA - toujours appuyée par la Banque mondiale mais bénéficiant d'une autonomie gestionnaire considérable - résolut de perfectionner l'infrastructure hydraulique à l'intérieur du périmètre en lançant le projet dit « Muda II ». Lancé dès 1979, il devait être mis en place jusqu'en 1994, date à laquelle l'ensemble du périmètre serait pourvu d'un réseau de niveau tertiaire. Il devait reposer sur l'application d'un organigramme tout à fait impressionnant et comprenant 50 étapes et opérations différentes (MADA, 1988, figure 2). Cela apparaissait d'autant plus paradoxal que le projet Muda II devait permettre de rompre avec l'ancien système qui lui s'était appuyé sur la mise en place d'un réseau hydraulique sans l'implication des exploitants pour la gestion des ressources en eau. Il semble bien qu'au contraire on ait à nouveau opté pour un système accordant un rôle crucial aux autorités ; un système qui n'est pas sans rappeler les sociétés hydrauliques de jadis, soumises à la centralisation et au bureaucratisme (Wittfogel, 1957, p. 3).

Au cours de la première phase du projet (1979-1984), 38 blocs d'irrigation couvrant près du tiers de l'ensemble du périmètre furent pourvus d'un réseau additionnel de canaux et de routes. Chacun de ces blocs fut divisé en petites unités d'irrigation couvrant chacune de 12 à 25 hectares et rassemblant de 10 à 15 exploitants. On visait ainsi à résoudre le problème essentiel : l'absence de coopération directe, en matière d'utilisation de l'eau disponible, entre ceux qui cultivent la terre. Avant la mise en place du projet Muda II, aucun regroupement de paysans, de nature formelle ou pas, n'existait au niveau local en ce qui a trait au partage de l'eau d'irrigation. Il en résultait une distribution de l'eau inefficace et souvent injuste. Le problème était accentué par le non-respect des calendriers d'activité proposés par la MADA pour chaque bloc d'irrigation - dates pour les labours, l'ouverture des vannes, le repiquage et la récolte - tout comme par le fait que nombre d'exploitants ne résidaient pas à proximité des parcelles qu'ils cultivaient.

En incitant à la formation de groupes d'usagers, alors même que les services compétents - en l'occurrence le *Drainage and Irrigation Department* - complétaient la mise en place du réseau des canalisations tertiaires, les dirigeants de la MADA espéraient instaurer la discipline, l'ordre hydraulique. Les paysans, croyait-on, allaient enfin suivre de près le calendrier des travaux proposé par l'agence (MADA, 1981, p. 25).

Hélas ! la réalité s'avère tout autre, comme en convient un rapport récent (MADA, 1988). En fait, dès le début des années 80, plusieurs observateurs avaient pu remarquer que le processus était mal enclenché. Ainsi, une étude fut réalisée en 1980 et 1981 dans le village de Matang Pinang, situé à 20 km au nord-ouest d'Alor Setar, à une époque où des travaux d'infrastructure d'irrigation étaient en cours à même la *bendang* (rizière) du village (7). Un

seul parmi les 28 chefs de familles interrogés (sur les quelle 60 du village) savait que les représentants de la MADA avaient déjà invité les paysans à former des groupes d'usagers (De Koninck, 1983). De toute évidence, la participation des paysans accusait un sérieux retard. En 1986 et 1987, de nouvelles enquêtes menées dans le même village révélèrent que bien que le réseau tertiaire ait été fonctionnel, aucun groupe d'usagers n'avait été formé ; ou du moins aucun n'était actif.

En fait, l'individualisme semble en plein essor dans la mesure où la pratique de la coopération pour le repiquage et la moisson a presque totalement disparu dans l'ensemble du périmètre. La pratique du semis à la volée et le recours aux moissonneuses-batteuses ont complètement marginalisé les groupes de travail dont les services ne sont plus compétitifs. Mais le problème essentiel résulte du fait que, dans un contexte où la disqualification du travail agricole traditionnel s'accélère, trop peu d'emplois nouveaux sont créés tant dans les champs qu'à l'extérieur (De Koninck et Savard, 1990). La principale source d'emploi dans la région demeure la MADA, les travaux à contrat proposés par l'agence étant liés à l'entretien du réseau hydraulique. L'ironie ultime de la situation réside dans le fait que même cet entretien, y compris celui du réseau tertiaire, doit être réalisé sous la directive de la MADA, aucune initiative n'étant prise au niveau local.

L'ORDRE HYDRAULIQUE PEUT-IL ÊTRE MAINTENU ?

Bien que cela ne soit pas encore officiel, il semble que la décision a déjà été prise d'interrompre le projet Muda II sans l'étendre aux quelque 70 autres blocs d'irrigation. Selon l'agence elle-même, l'échec est attribuable au fort individualisme qui persiste parmi les agriculteurs (MADA, 1988, p. 29). On peut se demander pourquoi la MADA ne parvient-elle pas à réduire voire à éliminer cet individualisme ? Pourquoi l'Etat malaysien n'est-il pas parvenu à « créer » une paysannerie possédant une culture de l'irrigation ? Parmi les multiples hypothèses que l'on pourrait formuler, seules trois seront retenues ici. Elles sont étroitement liées.

La première découle du fait que, comme signalé plus haut, en matière d'irrigation, aucune tradition d'entraide n'existe parmi les Malais. En fait, la tradition caractéristique en a toujours été une de mobilité géographique, ce qui compromet généralement de telles institutions propres à la sédentarité. Si la mise en place d'un réseau hydraulique doit, en principe, assurer tout à la fois une plus grande maîtrise du territoire et la fixation des paysans, ici cela semble mal fonctionner. L'absence d'organisations proprement villageoises - et non seulement parentales - parmi les ruraux malais a souvent été signalée, notamment par Swift (1965, p. 143) et Horii (1981, p. 7 et 36). Le lien entre cette absence et la propension à la mobilité n'a peut-être pas été assez étudié (De Koninck, 1990). La seconde hypothèse concerne « l'impatience » de l'Etat malaysien à l'endroit de sa paysannerie malaise (De Koninck, 1986). Non seulement au sein du périmètre Muda, mais ailleurs au pays ; ainsi dans les projets de l'agence FELDA consacrés à la culture paysanne de l'hévéa et du palmier à

7. Ce village tout comme une quinzaine d'autres avaient déjà été étudiés au début puis au milieu des années soixante-dix (cf. De Koninck et al., 1977 et Gibbons et al., 1980).

huile - lesquels, tout comme le projet MUDA, ont connu des succès initiaux considérables - le maintien de la population sur place est sérieusement compromis. La raison principale semble en être l'incapacité des « agrobureaucrates » à mobiliser les colons *puis* à leur confier la responsabilité de gérer leurs propres communautés. En conséquence, la frontière agricole se vide littéralement de ses jeunes qui quittent la terre pour fuir vers les villes (De Koninck, 1987 ; De Koninck and McTaggart, 1987). La troisième hypothèse découle de la précédente et peut être associée à ce que James Scott qualifie de *everyday peasant resistance* (Scott, 1985 et 1986). Le refus paysan de participer plus étroitement à la gestion du réseau hydraulique peut en effet être interprété comme une forme de résistance à l'Etat : ou, formulé différemment, comme

une manifestation de l'effondrement du contrôle hégémonique exercé par celui-ci.

Dans le contexte de la plaine du Kedah, cela implique que si l'Etat malaysien, représenté ici par l'agence MADA, ne parvient pas à légitimer son autorité idéologique tout comme économique, il ne parviendra pas à maintenir l'ordre hydraulique. Qu'en sera-t-il alors de sa maîtrise sur cette paysannerie qu'il a contribué à créer et qu'il a mise en tutelle ? Qu'en sera-t-il alors de la maîtrise sur un territoire désormais admirablement bien équipé pour produire ? Qui exercera cette maîtrise sinon des instances peu concernées par le sort des communautés rurales, ce qui enfreindrait le compromis territorial entre l'Etat malaysien et la paysannerie d'ethnie malaise ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BRAY F. (1986). — *The Rice Economies*. Basil Blackwell, Oxford.
- BELL C., HAZELL P. and SLADE R. (1982). — *Project Evaluation in Regional Perspective*. John Hopkins University Press, Baltimore.
- DE KONINCK R. (1981). — Of Rice, Men, Women and Machines in Malaysia, In *Jurnal Ekonomi Malaysia*, 3-4, pp. 20-37.
- DE KONINCK R. (1983). — Our Work, our Problems, your Solutions. Murmurings from the Muda Scheme. In *Akademika*, 22, pp. 3-19.
- DE KONINCK R. (1986). — Les politiques du développement agricole en Malaysia ou l'impatience de l'Etat tuteur. In *Archipel*, 31, pp. 131-153.
- DE KONINCK R. (1987). — La paysannerie comme fer de lance territorial de l'Etat : le cas de la Malaysia. In *Cahiers des sciences humaines*, 22 (3-4), pp. 355-370.
- DE KONINCK R. (1988). — Alor Setar, the Capital of Kedah : a City to Govern Agriculture. In *Archipel*, 3, pp. 147-164.
- DE KONINCK R. (1990). — On the Use and Misuse of the Peasantry. The case of the Elusive Malay Peasant. In *New Directions in Asian Development*, working paper n° 4, Institute of Asian Research, University of British Columbia, Vancouver.
- DE KONINCK R., GIBBONS D.S. and HASAN I. (1977). — *The Green Revolution. Methods and Techniques of Assessment*. Notes et documents de recherche, n° 7, Département de géographie, Université Laval, Québec.
- DE KONINCK R. and McTAGGART D.W. (1987). — Land Settlement Processes in Southeast Asia. In *Asian Profile*, 15(4), pp. 341-356.
- DE KONINCK R. et SAVARD M. (1990). — Rompre le cadre villa-geois : essai cartographique. A paraître in *L'Espace Géographique*, 19(1).
- FAO/World Bank (1975). — *The Muda Study*, 2 vol., Rome.
- GIBBONS D.S. (1984). — *Paddy Poverty and Public Policy*. Centre for Policy Research, Universiti Sains Malaysia, Penang, monograph n° 7.
- GIBBONS D.S., DE KONINCK R. and HASAN I. (1980). — *Agricultural Modernization, Poverty and Inequality*. Gower, Farnborough.
- GIBBONS D.S., LIM Teck Ghee, ELLISTON G.R. and SHUKUR KASSIM (1981). — *Land Tenure in the Muda Irrigation Area. Final Report. Part 2 : Findings*. Centre for Policy Research, Universiti Sains Malaysia, Penang.
- HART G., TURTON A. and WHITE B., ed. (1989). — *Agrarian Transformations and the State in Southeast Asia*. University of California Press, Berkeley.
- HO NAI KIN (1980). — *The Framework of Agricultural Extension Programme in the Muda Scheme*. MADA, Telok Chengai, monograph n° 39.
- HORII K. (1981). — *Rice Economy and Land Tenure in West Malaysia*. Institute of Developing Economies, Tokyo.
- JEGATHEESAN S. (1977). — *The Green Revolution in the Muda Irrigation Scheme*. Mada, Telok Chengai, monograph n° 30.
- LEACH E. R. (1959). — Hydraulic Society in Ceylan. In *Past and Present*, 15, pp. 2-26.
- MADA (Muda Agricultural Development Authority) (1981). — *Projek Muda II Penerangan dan Nota Latihan*. MADA, Telok Chengai.
- MADA (Muda Agricultural Development Authority) (1988). — *Muda II Irrigation Project. Project Completion Report*. MADA, Ampang Jagar.
- MINISTRY OF FINANCE (1982). — *Economic Report 1982-1983*. Kuala Lumpur.
- MUHAMMAD IKMAL (1988). — Inequality, Public Expenditure and Malaysia's National Rice Policy. In *Kajian Malaysia*, 6 (2), pp. 65-85.
- MUHAMMAD IKMAL (1989). — Large Farmer Strategies in an Undiversified Economy. In HART, G. *et al.*, pp. 213-232.
- MUSTAFA MOHD. NAJIMUDDIN (1985). — *The Political Economy of Mechanization*. Centre for Policy Research, Universiti Sains Malaysia, Penang.
- SCOTT J.C. (1985). — *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*. Yale University Press, New Haven.
- SCOTT J.C. (1986). — Everyday Forms of Peasant Resistance. In SCOTT and KERKVLIIET, pp. 5-35.
- SCOTT J.C. and KERKVLIIET B.J.T., ed. (1986). — *Everyday Formse of Peasant Resistance in Southeast Asia*. Frank Cass, London.
- SERVOLIN C. (1989). — *L'Agriculture moderne*. Editions du Seuil, Paris.
- SWIFT M.G. (1965). — *Malay Peasant Society in Jelebu*. Athlone Press, London.
- TAYLOR D.C. (1981). — *The Economics of Malaysian Paddy Production and Irrigation*. Agricultural Development Council, Bangkok.
- WITTFOGEL K. (1957). — *Oriental Despotism. A Comparative Study of Total Power*. Yale University Press, New Haven.
- WONG D. (1987). — *Peasants in the Making. Malaysia's Green Revolution*. Institute of Southeast Asian Studies, Singapore.
- WONG Larry C.Y. and JEGATHEESAN S. (1989). — Impact and Implications of the Fertilizer Subsidy Scheme : A View from the Fields, communication présentée au *Bengkel Pengurusan Input Pengeluaran Padi 1989*, Penang.